



Séгур de la Santé : Quoi qu'il en coûte ?

La Coordination Nationale et ses comités de défense des hôpitaux en doute fortement.

Le Président de la République a annoncé depuis Mulhouse son attachement au service public hospitalier. Mais la feuille de route définie en conseil des ministres du 20 mai pour Olivier Véran, hôte de l'avenue de Ségur, enterre l'hôpital public !

Dans les territoires, il s'agit d'accélérer l'application de la loi "Ma Santé 2022", une stratégie qui consiste à fermer des services de réanimation, de chirurgie, de psychiatrie, d'urgences, des maternités, des SMUR ... pour réduire les hôpitaux de proximité au service minimum, éloignant, entre autres, les personnes âgées des soins techniques, désertifiant des zones géographiques entières ! Pas même une référence aux centres de santé, alors qu'il faudrait développer un service public pour les soins de premier recours !

Caricatural : la première mesure suggérée pour revaloriser les carrières consiste à proposer l'exercice mixte, rappelant l'hôpital du XIXème siècle, le médecin gagnant sa vie en ville et venant faire la charité à l'hôpital. Quelle conception du service public ! Quel mépris pour les autres catégories de personnels, à qui on propose de travailler plus alors qu'elles veulent travailler mieux.

La seule bonne nouvelle de cette feuille de route pourrait être l'évolution du nombre de lits. Toutefois, cela serait plus crédible si était annoncé simultanément qu'à Nancy, Caen, Nantes et ailleurs, il n'y aurait plus de suppression de lits ni de personnels en échange des investissements prévus. On aurait également espéré un grand plan de formation de soignants, avec un signe fort, immédiat, de relèvement du numerus clausus cette année.

L'accélération de la réforme du financement ne donne aucune garantie sur l'enveloppe globale accordée aux hôpitaux. Quant à la nécessaire intervention des personnels, des élus, des usagers dans la gestion du système public de santé, elle est omise, remplacée par le dialogue sans droits et la simplification !

En ouvrant ce Ségur de la santé, le pouvoir politique veut mettre fin à la mobilisation de plus en plus populaire pour l'hôpital public en nous emmenant plus vite dans le mur. Pour changer de direction et répondre aux besoins sur tout le territoire, nous devons crier plus fort ! En lien avec les organisations des personnels, la Coordination Nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité appelle à multiplier les initiatives pour préparer une grande journée nationale d'action le 16 juin.

25 Mai 2020